



Paris le 21 novembre 2013

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu attirer mon attention sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 et sur les différents points qui à vos yeux le rende inacceptable.

Je partage totalement votre analyse quant au manque de vision politique de ce texte. Nous sommes effectivement dans une logique budgétaire aveugle : le Gouvernement augmente les prélèvements partout où il pense trouver une marge de manœuvre, même infime, et parallèlement il opère une diminution des prestations et services apportés aux personnes.

Cela se traduit entre autres par :

- l'utilisation de l'ensemble du produit de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie en dehors du champ de la dépendance ;
- l'augmentation des prélèvements sur les produits d'épargne des ménages, quels que soient leurs revenus ;
- le financement de la promesse faite aux agriculteurs, lors de l'examen du projet de loi sur les retraites, de revaloriser leurs pensions de retraite (qui comptent parmi les plus basses) par un nouveau prélèvement fiscal ...sur les agriculteurs.

En période de crise, nous avons certes besoin de tenir les budgets, mais pour être juste et efficace une politique de restrictions doit avoir un cap, servir une stratégie. Sans cela, elle aggrave la situation des plus fragiles sans leur donner l'espoir d'un retour à une meilleure situation.

J'ai donc refusé de voter ce texte.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de toute ma considération.

Bien à vous.

Bruno RETAILLEAU

Monsieur Daniel GERARD
Président
Mutualité Française Pays de la Loire
29, quai François Mitterrand
44273 NANTES Cedex 2

BRUNO RETAILLEAU

SÉNATEUR
DE LA VENDÉE

PRÉSIDENT
DU CONSEIL GÉNÉRAL DE
LA VENDÉE